

Notes sur le Manifeste contre le travail du groupe allemand Krisis

Miguel Amorós

janvier 2003

Toutes nos peines, comme le dit Bob Black, viennent de ce que nous vivons dans un monde dominé par le travail. Si nous voulons arrêter de souffrir, nous devons arrêter de travailler. Cela doit être le premier point de tout programme révolutionnaire. Cette grande vérité a donné lieu à des propositions pour la suppression du travail qui ne sont pas toujours claires, comme celle de ce manifeste.

1. Le concept de travail dans le *Manifeste* est équivoque. Nous devons toujours comprendre le travail comme un « travail social réalisé », ou mieux, comme un « travail marchandise », ou mieux encore, comme un « travail salarié ». D'une part, le manifeste le définit comme tel, mais d'autre part, il est confus lorsqu'il parle de l'abolition du travail dans cette société grâce à la microélectronique ; il se réfère alors à toute activité productive dans laquelle l'homme est impliqué. Il semble sous-entendre que l'homme serait libéré de tout effort s'il se soumettait aux machines automatiques. En réalité, il leur est déjà soumis. L'automatisation correspond au stade le plus élevé de la division du travail. Derrière elle se cache tout un processus de fabrication des éléments de ces machines. En favorisant la division du travail, la technologie ne l'abolit pas, mais engendre plus de travail. Les nouvelles technologies ont, d'une part, rendu la marchandise-travail de plus en plus fantasmagorique, mais pas moins réelle. D'autre part, elles ont largement contribué à sa dévalorisation sur le marché. Les acheteurs de travail jouent sur sa faible valeur autant que sur sa rareté. Le capitalisme moderne est certes en passe d'abolir le travail productif effectué par les travailleurs, mais seulement dans la mesure où il développe le travail improductif (travail qui ne produit pas d'objets matériels mais des marchandises, par exemple des services, ou simplement des activités inutiles).

2. L'inutilité – et la nocivité – de la majeure partie du travail n'enlève rien à sa valeur dans les conditions actuelles. Ce qui détermine la nécessité du travail, c'est son statut de marchandise plus ou moins valorisée. La nouveauté réside dans le fait que la croissance de sa demande, contrairement aux phases précédentes du capitalisme, dépend non pas de moments de prospérité, mais de catastrophes. Les guerres, les catastrophes naturelles, l'éclatement des bulles financières, les faillites frauduleuses d'États, les nouvelles épidémies, etc. La terreur est un moteur important de la consommation. La demande – et le marché – se nourrissent en effet des crises, et donc de la peur. Les crises, loin d'exposer le caractère irrationnel de l'économie de marché comme c'était le cas jusqu'à présent, confèrent un supplément de rationalité apparente à la production de marchandises tout en la rendant essentiellement de plus en plus irrationnelle. Elle est présentée comme la seule solution aux problèmes qu'elle a elle-même créés. Quant au travail, il est devenu aberrant mais n'a pas disparu.

3. L'affirmation selon laquelle « la renaissance d'une critique radicale du capitalisme suppose la rupture catégorielle avec le travail » est une trivialité solennelle. Toute l'œuvre de Marx (sans parler de celle de Lafargue, de Bataille ou de l'Internationale Situationniste) est fondée sur cette rupture. Rappelons que pendant la guerre civile espagnole, les ouvriers anarcho-syndicalistes étaient rebutés par le terme de « paye » ou de « salaire » pour la rémunération du travail pour la collectivité, et aussi par leur prédisposition à abolir la monnaie en introduisant le troc ou les bons d'échange. Il semble que seule cette rupture avec le travail « rendra possible une resolidarisation à un niveau supérieur et à l'échelle de toute la société. Et ce n'est que dans cette perspective que des luttes défensives et menées dans le cadre du système contre la logique de la lobbysation et de l'individualisation pourront être réagréées... ». Le problème est plutôt de savoir si les minorités qui pratiquent cette critique sont capables de créer des communautés de résistance suffisamment importantes pour déclencher un processus de solidarité et de lutte à grande échelle, et plus spécifiquement, si elles sont capables d'organiser une fuite massive et consciente du travail. Après tout, ce sont les masses qui réclament aujourd'hui désespérément du « travail pour tous » – c'est-à-dire d'entrer sur le marché du travail – qui justement devront s'échapper du marché du travail. À ce stade, le *Manifeste* dirige sa critique contre la « gauche », c'est-à-dire contre un cadavre, et remporte une victoire éclatante (*a moro muerto, gran lanzada*¹). A partir de là, on ne peut que tomber dans le byzantinisme du qui a commencé, de la poule ou de l'œuf : « Seule une critique du travail, nettement formulée et accompagnée du débat théorique nécessaire, peut créer ce nouveau contre-espace public, condition indispensable pour que se constitue un mouvement social pratique contre le travail ». Selon le *Manifeste*, ce sont d'abord les théoriciens (l'œuf), ce qui semble régler le problème non résolu des conditions réelles de la formation de la « coalition contre le travail » susmentionnée. La distance entre le débat proposé et « la formation de fédérations mondiales d'individus librement associés qui arracheront à la machine du travail et de la valorisation tournant à vide les

moyens d'existence et de production et en prendront les commandes » n'est pas l'objet de leur intérêt. Notons au passage que le *Manifeste* fonde la création d'une société libre sur l'expropriation des moyens de production, pourtant inutiles à la moindre tâche émancipatrice. La technologie n'est pas neutre. Les moyens qui ont permis d'utiliser le travail des esclaves ne sont plus valables pour libérer la société du travail, ils ne peuvent donc faire l'objet d'une réappropriation tels qu'ils sont. Le *Manifeste* évite ainsi toute réflexion critique sur le rôle de la technologie dans la perpétuation du travail et dans l'orientation inhumaine du système productif.

4. Le manifeste contourne aussi, à mon avis, l'essentiel : la phénoménologie du sujet historique, le chemin qui mène de « la critique explicitement formulée du travail » au « système échelonné des conseils », en passant par la constitution d'un « mouvement social pratique contre le travail », surtout lorsqu'on prétend que « la lutte des classes est terminée » ou que le concept de classe est une catégorie fétiche. Et en corollaire, le problème de l'action, la question du quoi faire, est occulté. Bref, au lieu d'expliquer quelque chose des conditions, des difficultés, des médiations et des étapes du processus révolutionnaire, depuis sa genèse jusqu'à la phase paradisiaque d'abondance dont la devise sera « Prenons ce dont nous avons besoin », le manifeste aboutit à des formules gazeuses comme « combiner des formes de pratiques contre-sociales avec le refus offensif du travail ». Quelles formes, quels exemples concrets illustrent cette combinaison ? Et surtout, qui le fera ? On peut en déduire que la classe ouvrière, trop liée au travail, ne sera pas le protagoniste adéquat d'une transformation sociale abolissant le travail, mais qui le sera ? Existe-t-il des collectifs capables de mener une praxis anti-travail cohérente et de la communiquer ? Comment ? Les auteurs n'ont pas jugé nécessaire d'être plus précis. Ils se contentent de généralités qui n'apportent rien à la compréhension des causes de l'oppression sociale et n'aident pas à la combattre.

5. La méthode du *Manifeste* consiste à isoler une catégorie sociale – le travail – et à en faire l'axe de sa construction théorique, présentée comme nouvelle. La lutte contre le travail doit donc être le préalable à toute action révolutionnaire. Malgré cette simplification idéologique, le chemin n'est pas raccourci, mais se transforme en un cercle vicieux, puisqu'il s'agit d'une pure tautologie. Ce qui semblait nouveau cesse de l'être si l'on met en lumière l'*alter ego* du travail, le capital. Le travail ne peut être séparé du capital, les deux ne sont que « deux aspects d'un même rapport », dit Marx. Si l'on lutte contre le travail, on lutte contre le capital ; si l'on tente d'abolir l'un, on abolit l'autre, mais c'est aussi nouveau que l'Internationale. Abolition du capital égale abolition du travail esclave, abolition de l'argent, abolition de la division du travail, abolition du temps abstrait (« Le temps, c'est la vie, pas l'argent »).

6. La théorie de la valeur n'explique pas tout. L'identification sous-jacente entre le travail et l'oppression sociale est vraie, mais le fait qu'il y ait eu historiquement une oppression – et un État – dans des sociétés non fondées sur le travail (toutes sauf les sociétés capitalistes) devrait nous faire comprendre que l'abolition du travail n'élimine pas tous les problèmes.

7. En bref, nous sommes confrontés à une nouvelle tentative ratée de formuler un rejet de l'*homo laborans* sur la base des anciens schémas de libération qui ont maintenant été complètement supplantés par le capitalisme lui-même. On tente de surmonter les contradictions en se retranchant dans des généralités. On vit confortablement dans les limbes idéologiques. Pourtant, la lutte contre le travail est une lutte éminemment pratique qui doit être menée au quotidien. Chaque époque crée des pratiques anti-ouvrières ; autrefois, en période de forts conflits sociaux, il y avait les grèves, la réduction du temps de travail, le sabotage et le *turn over* ou la précarité volontaire ; en période de reconversion, il y avait les congés permanents frauduleux, les ateliers coopératifs ou le néo-ruralisme ; aujourd'hui, en pleine dégradation du marché du travail, il est encore possible de simuler la maladie, notamment mentale, et il est possible de recourir à un absentéisme de bon aloi ou à un minimum d'efforts calculés. S'il est une chose qui est apparue clairement dans les mouvements de chômeurs passés, c'est que la revendication d'un chômage bien rémunéré et illimité doit être la revendication fondamentale des masses laborieuses. La neutralisation d'une arme aussi importante dans les mains de la domination que le chômage pourrait être le programme minimum d'un futur mouvement prolétarien, sa « Charte du Peuple ». Rien de tout cela n'est la révolution, loin de là, mais ce sont des moyens qui indiquent comment la commencer.

Miguel Amorós, janvier 2003.

Révisé en avril 2005.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Miguel Amorós
Notes sur le Manifeste contre le travail du groupe allemand Krisis
janvier 2003

Consulté le 9 août 2026 de <https://sniadecky.wordpress.com/2025/12/11/amoros-krisis-fr/>
Traduction française par Jacques Hardeau, novembre 2024. Texte original en espagnol : “Notas sobre el
Manifesto contra el trabajo del grupo Krisis”

fr.anarchistlibraries.net